

02.03.2010 - 09:00 Uhr

Étude PwC "Appetite for Change: Global business perspectives on tax and regulation for a low carbon economy"

Zürich (ots) -

Intérêt pour une économie pauvre en CO2

Le changement climatique et les taxes liées à la protection de l'environnement sont un sujet important pour les entreprises en dépit de la débâcle du Sommet de Copenhague. L'étude PwC démontre que l'économie souhaite des conditions générales unifiées de même que des règles fiables et qu'elle est prête à mettre en oeuvre des mesures pour la protection du climat. Les taxes sur le CO2, les systèmes d'échange de quotas d'émission et les incitations financières sont largement encouragés dans le monde économique global. Une nette majorité des cadres interrogés estime que le changement climatique influence fortement la marche des affaires à l'avenir. Un quart des sondés s'attend à des modifications dans le domaine de la réglementation et du respect des directives climatiques, mais prévoit également des économies en termes de coûts ainsi qu'un potentiel d'avantages concurrentiels. On commence à réaliser que le changement climatique dopera la demande de nouveaux produits et services innovants. L'enquête a été effectuée auprès de 700 entreprises dans 15 pays, parmi lesquels les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne, la Suède et la République tchèque, ainsi que la Chine, le Canada, la Russie, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud et l'Australie.

D'après l'étude "Appetite for Change: Global business perspectives on tax and regulation for a low carbon economy", 84% des cadres interrogés se déclarent convaincus que le changement climatique a un impact sur les modèles d'affaires des entreprises et qu'il les modifiera au cours des deux ou trois prochaines années déjà. Un nombre croissant d'entreprises travaille actuellement à l'élaboration de stratégies visant à maîtriser le changement climatique, bien que les directives correspondantes soient tout juste élaborées et pas encore concrétisées dans la pratique. De nouvelles stratégies de protection de l'environnement influenceront les processus de production, les indicateurs et les activités d'innovation relatifs à de nouveaux produits et services. «De nombreux cadres souhaitent apporter leur contribution à la réduction du réchauffement global et sont frustrés par la lenteur de l'évolution politique en matière de protection du climat. Ils développent actuellement des stratégies de protection de l'environnement et souhaitent que les gouvernements définissent clairement les objectifs pour leur permettre de prendre les bonnes orientations en matière d'investissements», commente Markus Nöthiger, associé, Consulting Services chez PricewaterhouseCoopers Suisse.

Les stratégies favorables au climat

Comme le montre l'enquête, les cadres soutiennent de nouvelles mesures en faveur de la protection du climat. 95 % d'entre eux estiment que les lois, les taxes et la réglementation sur l'environnement peuvent permettre une compréhension globale des accords dans ce domaine. En ce qui concerne les stratégies de limitation des émissions de CO2 et de stabilisation du réchauffement global, les entrepreneurs affirment à l'unanimité que les gouvernements doivent en assumer le leadership. Plus de 50 % des cadres du Royaume-Uni, de Chine, de Russie et de Suède sont d'avis qu'induire des modifications de comportement liées au changement

climatique est avant tout une tâche politique. Ils attendent surtout de nouvelles mesures concernant le CO2, par exemple des taxes ou des systèmes d'échange de quotas d'émission, ainsi que des normes plus strictes sur les carburants et l'efficacité énergétique dans les domaines du transport, de la construction et des appareils.

La politique doit donner des signaux clairs

On réalise de plus en plus que le changement climatique génère aussi une demande pour des produits et services innovants. Les entreprises qui seront les premières sur le marché avec des idées originales obtiendront un avantage concurrentiel indéniable. Les entrepreneurs espèrent que les gouvernements et l'économie seront capables de développer ensemble une politique climatique cohérente. Ils attendent des signaux clairs et des lignes directrices de la part des politiques afin d'effectuer les investissements adéquats dans le domaine de l'environnement. 92 % souhaitent davantage d'incitations pour des investissements dans des activités et des technologies favorables à l'environnement.

La carotte et le bâton

55 % des cadres déclarent que les réglementations déjà en place, telles que taxes, incitations financières et systèmes d'échange de quotas d'émission, ne sont pas suffisantes pour induire des changements dans les comportements. Ils estiment que l'aspect de la compliance (85 %), la réputation de l'entreprise (74 %), les économies de coûts (73 %) et les avantages concurrentiels (67 %) sont les facteurs décisifs qui influencent le comportement des organisations en matière de protection de l'environnement. À la question de savoir comment inciter les entreprises à combattre efficacement les atteintes à l'environnement, les cadres répondent clairement qu'il faut une politique de la carotte et du bâton. 86 % privilégient des incitations fiscales, 83 % des mesures réglementaires. Les opinions divergent sur la meilleure façon d'induire un comportement responsable en matière d'environnement. Alors que les cadres européens ont tendance à préférer une taxe sur le CO2, leurs homologues nord-américains et des pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) préfèrent les systèmes d'échange de quotas d'émission. En matière de taxe sur le CO2, les défis les plus importants sont la flexibilité et l'existence d'incitations suffisantes; pour les bourses d'émission, les aspects qui continuent à poser problème sont la sécurité et la simplicité de gestion.

Contact:

Markus Nöthiger
Associé Consulting Services
PricewaterhouseCoopers Suisse
E-Mail: markus.noethiger@ch.pwc.com

Markus Hertel
Senior Manager Tax and Legal Services
PricewaterhouseCoopers Suisse
E-Mail: markus.hertel@ch.pwc.com

Claudia Sauter
Communications Senior Manager
PricewaterhouseCoopers Suisse
E-Mail: claudia.sauter@ch.pwc.com